



**Pacte international  
relatif aux droits civils  
et politiques**

Distr.  
GENERALE

CCPR/SP/43  
29 juin 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

REUNION DES ETATS PARTIES  
Quatorzième réunion  
New York, 8 septembre 1994

ELECTION, AU TITRE DE LA QUATRIEME PARTIE (ARTICLES 28 A 32)  
DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES,  
DE NEUF MEMBRES DU COMITE DES DROITS DE L'HOMME, EN REMPLACEMENT  
DE CEUX DONT LE MANDAT VIENT A EXPIRATION LE 31 DECEMBRE 1994

Note du Secrétaire général

1. En application de l'article 30, paragraphe 4, et de l'article 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la quatorzième réunion des Etats parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies, pour le jeudi 8 septembre 1994, afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 1994, sur une liste de personnes présentées par les Etats parties (voir annexe I). Les noms des neuf autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 1996 figurent à l'annexe II.

2. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, et à l'article 34 du Pacte, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 18 mars 1994, a prié les Etats parties de désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, des candidats à l'élection des neuf membres et ce dans un délai de trois mois, c'est-à-dire avant le 18 juin 1994.

3. En application des dispositions de l'article 30, paragraphe 3, du Pacte, le Secrétaire général a l'honneur de reproduire dans la liste ci-dessous, par ordre alphabétique, les noms des personnes dont les candidatures ont été présentées pour élection au Comité des droits de l'homme, en indiquant les Etats parties qui les ont présentées :

Nom du candidatPrésenté par

M. Stanislau S. Agurtsou	Bélarus
M. Akram Dawood Al-Witri	Iraq
M. Nisuke Ando	Japon
M. T. Olusegun Apata	Nigéria
M. Aboudou Assouma	Togo
M. Prafullachandra Natwarlal Bhagwati	Inde
M. Thomas Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique
Mme Christine Chanet	France
M. Mamadi Diawara	Guinée
Mme Ida-Denise Drammeh	Gambie
M. Omran El Shafei	Egypte
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas
M. Komi Bouwèmenta Gnondoli	Togo
M. Said Arébi Hafiana	Jamahiriya arabe libyenne
M. Kurt Herndl	Autriche
M. Zdzislaw Kedzia	Pologne
M. Eckart Klein	Allemagne
M. David Kretzmer	Israël
M. Mainassara Maidagi	Niger
Mme Cecilia Medina Quiroga	Chili
M. Seyved Mostafa Mohaghegh Damad	République islamique d'Iran
M. Abdalla Idris Mohammed	Soudan
M. Birame Ndiaye	Sénégal
M. Bharat Patel	Zimbabwe
M. Julio Prado Vallejo	Equateur
M. Waleed Sadi	Jordanie
M. Martin Scheinin	Finlande

Annexe I

LISTE DES NEUF MEMBRES DU COMITE DONT LE MANDAT  
PRENDRA FIN LE 31 DECEMBRE 1994

M. Nisuke Ando	Japon
Mme Christine Chanet	France
M. Vojin Dimitrijevic	Yougoslavie
M. Omran El Shafei	Egypte
M. Kurt Herndl	Autriche
M. Birame Ndiaye	Sénégal
M. Julio Prado Vallejo	Equateur
M. Waleed Sadi	Jordanie
M. Bertil Wennergren	Suède

Annexe II

LISTE DES NEUF MEMBRES QUI CONTINUERONT A SIEGER  
AU COMITE JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1996

M. Francisco José Aguilar Urbina	Costa Rica
M. Tamás Bán	Hongrie
M. Marco Tulio Bruni Celli	Venezuela
Mme Elizabeth Evatt	Australie
M. Laurel Francis	Jamaïque
Mme Rosalyn Higgins	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Rajsoomer Lallah	Maurice
M. Andreas V. Mavrommatis	Chypre
M. Fausto Pocar	Italie

Annexe III

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

M. Stanislau S. AGURTSOU (Bélarus)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : 10 avril 1938  
Lieu de naissance : district de Gomel, Bélarus  
Nationalité : bélarussienne  
Situation de famille : marié, père de deux enfants

II. ETUDES

1955-1958 : Ecole technique spécialisée, Minsk  
1961-1967 : Institut d'Etat des relations internationales, Moscou

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1975 : Ministère des affaires étrangères de la République du Bélarus  
En mars 1994, nommé vice-ministre des affaires étrangères  
A rang de diplomate : ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire  
1970-1975 : Membre du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies  
1968-1975 : Mission permanente de la République du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies  
1967-1968 : Ministère des affaires étrangères de la République du Bélarus

IV. PRINCIPAUX DOMAINES DE SPECIALISATION

Questions relatives aux droits de l'homme, en particulier droits des minorités, droits de l'enfant et droits de la femme; élimination de toutes les formes de discrimination; coopération humanitaire internationale; problèmes de développement social, etc.

A participé à l'élaboration de la nouvelle Constitution, des codes civil et pénal et d'autres instruments juridiques de la République du Bélarus

#### V. PARTICIPATION A DES CONFERENCES INTERNATIONALES

Plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission), du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme, du Comité des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et d'autres organismes des Nations Unies s'occupant de la protection et du respect des droits de l'homme

Conférence mondiale sur les droits de l'homme

#### VI. PUBLICATIONS

Les droits de l'enfant au Bélarus

Activités menées dans le domaine des droits de l'homme au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes

#### VII. LANGUES

Bélarussien, anglais, russe.

M. Akram Dawood AL-WITRI (Iraq)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Né à Bagdad, Iraq, en décembre 1930  
Ancien ambassadeur, Chef du Département juridique du Ministère  
des affaires étrangères, Bagdad, Iraq  
Actuellement Conseiller auprès du Ministre des affaires étrangères  
Marié, père de trois enfants

II. ETUDES

Licencié en droit de la faculté de droit de l'Université de Bagdad, 1952  
Docteur en droit international public de l'Université de Neuchâtel, Suisse

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1987 : Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye  
1970-1978, Conseiller juridique, Vice-Président du Conseil d'Etat  
1980-1986 :  
1978-1989 : Ministre plénipotentiaire, Ministère des affaires étrangères  
1986 : Ambassadeur, Chef du Département juridique du Ministère des  
affaires étrangères

IV. AUTRES ACTIVITES

Maître de conférences en droit international public, hautes études, faculté  
de droit, Bagdad, 1982-1986  
Représentant de l'Iraq, puis Chef de la délégation iraquienne à la Conférence  
sur le droit de la mer, 1974-1986  
Représentant de l'Iraq au Comité consultatif juridique Asie-Afrique, 1965-1986  
Représentant de l'Iraq à la Conférence des Nations Unies sur la succession  
d'Etats, Vienne  
Représentant de l'Iraq à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1979  
Membre du Comité d'experts arabes en droit de la mer, Le Caire, Tunis  
Membre du Comité des droits de l'homme, Bagdad

V. PUBLICATIONS

A publié un certain nombre d'ouvrages et d'articles sur des sujets de  
droit international dont la liste peut être consultée au Secrétariat.

M. Nisuke ANDO (Japon)

Né le : 6 août 1935

Mars 1959 : Licence en droit de l'Université de Kyoto

Mars 1961 : Maîtrise de droit de l'Université de Kyoto

Septembre 1962 -  
juin 1964 : Obtient une bourse complète de hautes études de la Fulbright Commission

Juin 1963 : Maîtrise de lettres de la Fletcher School of Law and Diplomacy

Juin 1964 : Maîtrise de droit et de diplomatie de la Fletcher School of Law and Diplomacy

Avril 1965 : Chargé de cours à la faculté de pédagogie de l'Université de Kyoto

Août 1968 : Professeur associé à la faculté de pédagogie de l'Université de Kyoto

Août 1968 -  
juillet 1979 : Participe fréquemment à des conférences et à des réunions de l'Association mondiale des fédéralistes mondiaux en tant que membre du Conseil et du Comité exécutif de cette organisation

Septembre 1969 -  
octobre 1970 : Chercheur au United States National Archives and Records Service, avec une bourse de la Fulbright Commission

Juin 1971 : Doctorat de la Fletcher School of Law and Diplomacy

Mai 1972 : Participe, en qualité d'observateur du Gouvernement japonais, à la vingt-quatrième session de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies

Mai 1975 : Participe, en qualité d'observateur du Gouvernement japonais, à la vingt-septième session de la même Commission

Septembre 1976 -  
août 1978 : Etudie à la London School of Economics and Political Science avec une bourse du British Council

Septembre 1977 : Participe aux travaux du Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye

Avril 1981 -  
mars 1990 : Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Kobe

- Mars 1984 - 1987 : Est élu membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies
- Février 1985 : Membre du Comité de planification de l'International Institute for Advanced studies (Japon)
- Octobre 1985 : Membre du Conseil de l'Association japonaise de droit international
- Janvier 1987 - décembre 1994 : Est élu membre/rapporteur (1991-1992) et Président (depuis 1993) du Comité des droits de l'homme constitué en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- Avril 1990 (jusqu'à ce jour) : Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Kyoto

#### Principales publications

Une liste complète des ouvrages et articles écrits par le candidat peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après ses ouvrages et articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

- 1993 : "The Reform of the Protection of Human Rights in Asia and Pacific", p. 323 à 336, dans Université de La Laguna, The Reform of International Institutions for the Protection of Human Rights, Bruylant, Bruxelles
- 1992 : "The Future of Monitoring Bodies - Limitations and Possibilities of the Human Rights Committee", p. 169 à 176, dans Université d'Ottawa, Canadian Human Rights Yearbook 1991-1992 (Annuaire canadien des droits de la personne)
- 1991 : Surrender, Occupation, and Private Property in International Law, Oxford University Press, Royaume-Uni
- 1990 : Digest of Japanese Practice in International Law, Part. III: Territory, Codir. publ., Keio Tsushin, Tokyo
- Surrender, Occupation and Private Property in International Law: A Critical Analysis of U.S. Practice in Japan, Oxford University Press, Royaume-Uni
- 1989 : "The Kokaryo Incident and International Law", p. 240 à 279, dans Festschrift für Kanae Taijudo, Toshindo, Tokyo
- 1988 : Digest of Japanese Practice in International Law Part II: Restoration of Official Relations and Recognition of Governments, Codir. publ., Keio Tsushin, Tokyo
- "On the Work of the Human Rights Committee", p. 41 à 46, Horitsu Jiho, décembre 1988.

M. T. Olusegun APATA (Nigéria)

[La notice bibliographique fera l'objet d'un additif  
au présent document lorsqu'elle aura été reçue  
du gouvernement qui présente le candidat.]

M. Aboudou ASSOUMA (Togo)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : né en 1945, à Kara (Kozah)  
Situation de famille : marié, père de quatre enfants

II. ETUDES

Etudes supérieures : faculté de droit et des sciences économiques de Toulon  
(France)

1975 : Licencié en droit. Option : professions judiciaires

De 1975 à 1977 : Ecole supérieure de la magistrature de Paris. Diplôme

III. FONCTIONS

De 1977 à 1981 : Juge d'instruction au Tribunal d'instance de Lomé

De 1981 à 1988 : Premier substitut du Procureur de la République

De 1988 à 1991 : Procureur de la République

De 1991 à 1993 : Procureur général près de la Cour d'appel du Togo

Depuis le 16 juin 1993 : Membre de la Chambre constitutionnelle de  
la Cour suprême

IV. AUTRES ACTIVITES

De 1986 à 1989 : Membre de la délégation togolaise aux quarante-troisième,  
quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la  
Commission des droits de l'homme, Genève

De 1987 à 1989 : Expert suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les  
mesures discriminatoires et de la protection des minorités

De 1987 à 1993 : Premier Vice-Président de la Commission nationale des droits  
de l'homme

8 novembre 1993 : Président de la Commission nationale des droits de l'homme

Fondateur de l'Association togolaise pour la défense de la liberté religieuse.

M. Prafullachandra Natwarlal BHAGWATI (Inde)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Né le : 21 décembre 1921  
Marié, père de trois enfants

II. ETUDES

1941, licence en lettres de l'Université de Bombay

1945, licence en droit de l'Université de Bombay

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Actuellement : Activités dans les domaines du droit (expert-conseil)  
et de l'arbitrage

1948-1960 : Exerce devant les tribunaux de première instance et  
la Cour suprême

1960-1967 : Juge au tribunal de première instance, Gujerat

1967-1973 : Juge président, Gujerat

1973-1985 : Juge à la Cour suprême de l'Inde

1985-1986 : Président de la Cour suprême de l'Inde

Appartenance à des organisations professionnelles

Indian Arbitration Council (Conseil indien d'arbitrage)

Federation of Indian Chamber of Commerce and Industry (Fédération des chambres  
de commerce et d'industrie indiennes)

Permanent Court of Arbitration (Cour permanente d'arbitrage)

Activités de service public

Activités telles que conseils et appui juridiques à des organisations  
bénévoles travaillant pour les pauvres et les défavorisés

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et  
recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1978

Membre du Comité exécutif de la Commonwealth Legal Education Association  
(Association du Commonwealth pour l'enseignement du droit), Londres

Membre du Comité des droits de l'homme de l'Association de droit international

Membre honoraire de la Conference of Chief Justices of English speaking African countries

Une liste complète des activités de service public de M. Bhagwati peut être consultée au Secrétariat.

#### IV. DISTINCTIONS

Distinction de l'Association internationale du barreau décernée en reconnaissance de services exceptionnels rendus dans le domaine de l'aide judiciaire

Distinction Shrimani

Médaille Sir Jehangir Gandhi décernée par le Xavier Labour Institute

Docteur honoris causa de l'Université de l'Andhra Pradesh

Distinction Vijay Ratna décernée aux personnes ayant enrichi la vie de l'homme par des réalisations exceptionnelles

Désigné comme National Citizen en 1987, pour son éminente contribution à la jurisprudence

Membre honoraire de l'Indian Association for Environment Management pour une contribution exceptionnelle à la protection de l'environnement

Distinction Rajiv Gandhi décernée par le Shiromani Institute pour une action remarquable en faveur des garanties judiciaires et des droits de l'homme

Human Rights Par Excellence Award décernée par Rotary International, New Delhi, en avril 1993

#### Attaché :

- à l'Université de Baroda
- à l'Université de Bombay
- au Bharatiya Vidya Bhavan.

M. Thomas BUERGENTHAL (Etats-Unis d'Amérique)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Citoyen américain  
Né en 1934

II. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Actuellement titulaire de la chaire Lobingier de droit international et comparé au National Law Center de l'Université George Washington, Washington, D.C., et Directeur de l'International Rule of Law Institute de l'Université George Washington, Washington, D.C. Est également Président du Tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement

1979-1991 : Juge à la Cour interaméricaine des droits de l'homme dont il a été le Vice-Président et le Président au milieu des années 80

1992-1993 : Un des trois membres de la Commission de la vérité de l'ONU pour El Salvador

1980-1985 : Doyen de la faculté de droit de l'Université américaine, Washington, D.C.

A été professeur de droit international dans diverses autres universités américaines dont l'Université du Texas (Austin), l'Université Emory (Atlanta) et l'Université d'Etat de New York (Buffalo)

III. PUBLICATIONS

Est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages et de nombreux articles sur le droit international, les droits de l'homme et le droit comparé. Certains de ses textes ont été traduits en allemand, français, espagnol, coréen et portugais

Est membre du Comité de rédaction de diverses revues professionnelles, en particulier The American Journal of International Law, Revue universelle des droits de l'homme, Europäische Grundrecht Zeitschrift, International Journal of Group Rights et The Helsinki Monitor

A donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye et dans de nombreux autres instituts et établissements universitaires de différentes régions du monde

AUTRES ACTIVITES

1980-1992 : Président de l'Institut interaméricain des droits de l'homme

Actuellement : Président honoraire de cet Institut. Membre du Kuratorium de l'Institut Max Planck de droit international public d'Heidelberg et des conseils scientifiques de l'Institut international des droits de l'homme de Leyde

Vice-Président honoraire de l'American Society of International Law, après avoir été deux fois son Vice-Président et membre de son conseil exécutif à plusieurs reprises

Membre du Council of Foreign Relations et de l'American Law Institute

GRADES UNIVERSITAIRES

Licence en lettres, Bethany College, Virginie occidentale

Docteur ès-jurisprudence, Université de New York

Maîtrise de droit et doctorat ès-sciences juridiques, de la Harvard Law School

Docteur honoraire en droit du Bethany College et de l'Université d'Heidelberg (Allemagne)

Mai 1994 : Docteur honoraire de l'Université libre de Bruxelles (Belgique)

Admis au barreau de l'Etat de New York et du district de Columbia ainsi que de la Cour suprême des Etats-Unis.

Mme Christine CHANET (France)

I. FORMATION

Licenciée en droit : Diplôme d'études supérieures (DES), droit privé  
Diplôme d'études supérieures (DES), sciences criminelles

Lauréate de la Faculté de droit de Paris

II. CARRIERE ADMINISTRATIVE

- 1968 : Ecole nationale de la magistrature
- 1970 : Substitut à l'Administration centrale de la justice  
Membre du Comité "de criminalité" du Conseil de l'Europe
- 1974 : Conseiller technique auprès du Secrétaire d'Etat à la condition  
de la femme
- 1976 : Conseiller technique auprès du Secrétaire d'Etat à la culture
- 1981 : Chargée de mission à la Direction des affaires juridiques  
au Ministère des affaires étrangères
- 1983 : Sous-Directeur des droits de l'homme et des affaires pénales  
internationales au Ministère des affaires étrangères
- 1988 : Conseiller technique au Cabinet du Garde des sceaux au Ministère  
de la justice
- Secrétaire général de la Commission justice pénale et droits  
de l'homme
- 1992 : Avocat général près la Cour d'appel de Paris

III. ACTIVITES DANS LE CADRE DES NATIONS UNIES

- 1986-1990/1990-1994 : Membre du Comité des droits de l'homme
- 1987-1991 : Membre du Comité contre la torture.

IV. DIVERS

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France)

Membre de la Commission de contrôle de justice d'INTERPOL

Membre de l'Association de droit international (ILA)

Membre du Groupe extradition et droits de l'homme

Auteur de plusieurs articles dans l'Annuaire du droit international

LANGUES

Anglais, français.

M. Mamadi DIAWARA (Guinée)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date et lieu de naissance : 28 mars 1944 à Hérémakono,  
Faranah (République de Guinée)

Nationalité : guinéenne

II. FORMATION ET DIPLOMES OBTENUS

ETUDES

1970 : Etudes supérieures : maîtrise de droit de l'Université de Conakry

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1971-1973 : Juge de paix à compétence étendue

1974-1976 : Président de la Cour d'appel

1977-1983 : Procureur de la République près la Cour d'appel

1983-1985 : Procureur général près le Tribunal supérieur de cassation

1985-1986 : Procureur général près la Cour suprême

1987-1989 : Secrétaire général adjoint du Gouvernement

1989-1991 : Secrétaire général du Gouvernement

1991-1992 : Ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Depuis le 15 janvier 1993 : Directeur des affaires politiques et culturelles du Ministère des affaires étrangères et de la coopération

IV. MISSIONS SPECIALES ACCOMPLIES

Participation à la rédaction de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Agent du gouvernement dans le règlement devant le Tribunal arbitral de La Haye du conflit frontalier maritime Guinée/Guinée-Bissau

Agent du gouvernement dans le règlement devant le Centre international des règlements des différends en matière d'investissement (C.I.R.D.I.) du conflit maritime international Nominess Etablissement contre la République de Guinée

Agent du gouvernement dans le règlement devant la Chambre de commerce internationale du conflit Geosurvey (RFA) contre la République de Guinée

Agent du gouvernement dans le règlement devant le C.I.R.D.I. du conflit Atlantic Triton contre la République de Guinée

Une liste complète des missions accomplies par le candidat peut être consultée au Secrétariat.

#### IV. ACTIVITES DANS LE CADRE DES CONFERENCES INTERNATIONALES

Présentation du rapport annuel de la République de Guinée en matière de respect des droits de l'homme devant la Commission des droits de l'homme, à Genève, 1981-1983

Participation aux séminaires organisés par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Participation aux conférences de l'OUA, 1980, 1981, 1993

Participation à la Conférence générale de l'UNESCO, 1991

Participation à la Conférence au sommet de Cotonou, 1993

Membre de la délégation guinéenne aux travaux de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993)

Une liste complète des conférences auxquelles le candidat a participé peut être consultée au Secrétariat.

Mme Ida-Denise DRAMMEH (Gambie)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Profession : avocat et avoué  
Date de naissance : 23 juillet 1958  
Etat civil : divorcée, mère d'un enfant

II. ETUDES

1983-1984 : Sidney Sussex College, Université de Cambridge, Angleterre  
Maîtrise de droit  
Thèse : Aspects juridiques de la création d'un marché des valeurs mobilières dans un pays peu développé

1979-1980 : Nigerian Law School, Lagos, Nigéria  
Examen d'entrée au barreau

1976-1979 : Université de Lagos, Nigéria  
Maîtrise de droit

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1984 : Associé principal du cabinet Macaulay et Drameh  
Contentieux, consultations à des clients gambiens et étrangers

1981-1982 : Assistant personnel du Conseiller spécial du Gouvernement gambien pour le droit constitutionnel et international

A participé à l'organisation et à la coordination de l'examen des affaires pénales liées à la tentative de coup d'Etat de 1981

A participé à l'examen des problèmes de droit international découlant du Pacte entre la République de Gambie et la République du Sénégal instituant la Confédération de la Sénégambe

IV. AUTRES ACTIVITES

Depuis 1985 : Directeur de recherche auprès de la commission chargé de la réforme du droit de la Gambie

Effectue des recherches au nom de la commission sur certains sujets au nombre desquels la situation juridique de la femme, l'adoption, les pensions alimentaires pour les enfants, la loi agraire et le régime foncier en Gambie

Depuis 1993 : Directrice de l'école secondaire St Joseph

1990 : Membre du Comité constitué pour enquêter sur le fonctionnement des tribunaux de première instance en Gambie

#### V. PUBLICATIONS

Function and use of Pleadings in civil cases, Atelier sur l'éducation juridique permanente, Banjul, Gambie, novembre 1991

The Operation and Role of District Tribunals, Gambia Law Foundation, Basse, Gambie, mars 1992

A aidé à préparer la documentation nécessaire pour la rédaction de l'étude de Berthan Macaulay Q.C. intitulée "Human Rights in Africa" et présentée à la Conférence de l'African Bar Association, Nairobi, Kenya, 1980

#### VI. PARTICIPATION A DES SEMINAIRES ET/OU ATELIERS

Séminaire sur l'indépendance et la responsabilité judiciaires de la Commonwealth Magistrates and Judges Association (Association des magistrats et juges du Commonwealth), novembre 1993

Séminaire régional de l'OMPI sur le Traité de coopération en matière de brevets, octobre 1993

Réunions régionales de l'African Bar Association

Conférence des femmes juristes, Dakar, Sénégal, 1984.

M. Omran EL SHAFEI (Egypte)

Né en juin 1925, veuf, père de deux enfants

1947 : Diplômé de la faculté des sciences politiques de l'Université du Caire

1967 : Diplômé du Collège de défense nationale de l'Ecole supérieure militaire Nasser

1948 : Entre au Ministère des affaires étrangères puis exerce des fonctions dans diverses ambassades d'Egypte à l'étranger, en particulier :

1961-1965 : Conseiller de la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies

1968-1972 : Ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Egypte à Londres

1974-1976 : Ambassadeur d'Egypte au Pakistan

1976-1980 : Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Pendant cette période, a notamment représenté l'Egypte à la Commission des droits de l'homme et a été élu pour deux ans vice-président de la Commission

A occupé un certain nombre de postes au Ministère des affaires étrangères dont celui de Directeur du Département des organisations internationales et de Directeur du Département de la planification des politiques

1980 : Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères  
Vice-Ministre des affaires étrangères jusqu'à sa retraite en 1985

Lorsqu'il était au Caire et à Genève, a participé à l'élaboration des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949

1978-1990 : Membre et Président du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement de l'Organisation des Nations Unies (à titre personnel)

Depuis 1987 : Membre du Comité des droits de l'homme et Vice-Président de ce comité depuis trois ans

1991-1993 : Membre du Conseil d'Etat, nommé par décret du Ministre de la justice sur la base d'une liste de personnalités officielles

Exerce actuellement les fonctions suivantes :

- Vice-Président de l'Association égyptienne pour les Nations Unies
- Membre du Conseil d'administration du Croissant-Rouge égyptien, chargé des relations internationales
- Membre de l'Association égyptienne Pugwash et de la section égyptienne de la Société internationale pour le développement
- Vice-Président du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
- Vice-Président du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- Chargé de cours à l'Institut diplomatique du Ministère des affaires étrangères

Les distinctions suivantes lui ont été attribuées :

- Ordre du mérite, première classe, Egypte, 1979
- Ordre de la République, Egypte, 1978
- Ordre national du mérite, Italie, 1982
- Ordre national du mérite, France, 1983
- Légion d'honneur, grand commandeur, Grèce, 1984
- Ordre national, commandeur, République du Mali
- Ordre du mérite, grand officier, République centrafricaine

M. Cornelis FLINTERMAN (Pays-Bas)

I. ETUDES

- 1969 : Maîtrise de droit de l'Université de Leyde, Pays-Bas,  
1971 : Maîtrise de droit de l'Université de Virginie, Etats-Unis,  
1973 : Universitaire invité, faculté de droit de l'Université de Yale,  
Etats-Unis  
1981 : Doctorat de l'Université de Leyde, Pays-Bas

II. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 1969-1970, 1971-1974, 1976-1978 : Maître de conférences en droit comparé et  
constitutionnel à l'Université de Leyde  
1974-1976 : Maître de conférences invité en droit comparé et constitutionnel  
à l'Université du Ghana  
1974-1976 : Assistant de recherche de la Commission de réforme du droit  
du Ghana  
1979-1981 : Ministère des affaires étrangères, Division des affaires  
juridiques et sociales, La Haye  
Depuis 1982 : Professeur de droit comparé et international à l'Université du  
Limbourg, Pays-Bas  
1984-1986 : Doyen de la faculté de droit  
1986-1991 : Président du Département de droit international  
1991-1993 : Président du Conseil de direction de l'Institut de recherche de  
la faculté de droit  
Depuis 1992 : Codirecteur du Centre de recherche sur les droits de l'homme de  
l'Université du Limbourg

III. APPARTENANCE A DES ORGANISMES

Actuellement :

Président du Comité consultatif des droits de l'homme et des affaires  
étrangères du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas

Membre du Conseil consultatif du Centre africain pour la démocratie  
et les droits de l'homme, Banjul, Gambie

Membre du Comité de rédaction de l'International Law Review publiée  
aux Pays-Bas

Membre du Comité des sciences sociales de la Commission nationale des  
Pays-Bas pour l'UNESCO

Membre du Conseil consultatif de la Fondation néerlandaise pour le droit à  
la santé et les droits de l'homme

Membre du Conseil de l'Institut pour les droits de l'homme (SIM, Utrecht)  
de la Fondation néerlandaise

Membre du Conseil du Comité d'Helsinki de la Fondation néerlandaise

Membre du Comité de rédaction de Nederlands Tijdschrift voor  
Gezondheidsrecht (Revue néerlandaise de droit de la santé)

Membre du Comité consultatif sur les questions de droit international  
public du Ministère des affaires étrangères

Antérieurement (en particulier) :

- 1986-1991 : Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les  
mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- 1982-1990 : Membre du Comité de rédaction de Nederlands Tijdschrift voor de  
Rechten van de Mens (Revue néerlandaise des droits de l'homme)
- 1993 : Vice-Président de la quarante-neuvième session de la Commission  
des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies
- 1993 et 1994 : Chef de la délégation du Royaume des Pays-Bas aux  
quarante-neuvième et cinquantième sessions de la Commission  
des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies
- 1993 : Chef de la délégation du Royaume des Pays-Bas à la Conférence  
mondiale sur les droits de l'homme

#### IV. AUTRES ACTIVITES ANTERIEURES ET ACTUELLES

Activités antérieures (en particulier)

Maître de conférences, Universités de Poznan (Pologne), de Varsovie  
(Pologne), de Den Pasar (Indonésie), de Colombo (Sri Lanka), du Ghana  
(Accra, Ghana), de Lancaster (Royaume-Uni), de Willemstad (Antilles  
néerlandaises) et de Cincinnati (Etats-Unis), à l'Institut René Cassin  
(Strasbourg, France) et à l'Asser College Europe (La Haye)

- 1987-1990 : Examineur extérieur à l'Université de Lancaster (Royaume-Uni)

1986-1989 : Examineur extérieur à l'Université du Ghana (Accra, Ghana)

Activités actuelles (en particulier)

Membre de la Société africaine de droit international et comparé, de l'American Society of International Law, de l'Association de droit international, de l'Association néerlandaise de droit international, du Comité de juristes néerlandais pour les droits de l'homme, de l'Association des juristes néerlandais, de l'Association allemande pour le droit africain, de l'Association des anciens étudiants de l'Académie de droit international de La Haye et d'autres associations professionnelles

Juge de paix suppléant, Maastricht

#### V. PUBLICATIONS

Ouvrages/Rapports

1981 : De la doctrine de l'acte de gouvernement (thèse de doctorat, 1981), Anvers

1985 : Les droits de l'homme au Ghana, Utrecht

Articles

Articles, rapports, etc. sur des questions de droit constitutionnel (comparé), de droit international, de droit des organisations internationales et de droit international relatif aux droits de l'homme dans divers revues et ouvrages hollandais ou étrangers

A codirigé la publication d'un certain nombre d'ouvrages sur des sujets de droit international, en particulier sur la protection internationale des droits de l'homme.

M. Komi Bouwèmenda GNONDOLI (Togo)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : né en 1958 à Lassa-Houdé (KOZAH)  
Nationalité : togolaise  
Sexe : masculin  
Situation de famille : marié  
Profession : Magistrat, 3ème grade, 3ème échelon, Directeur de Cabinet du  
Ministre des droits de l'homme

II. ETUDES

Etudes universitaires :

Ecole supérieure d'administration et de carrières juridiques (FSACJ) :  
1981-1983 : Troisième certificat de licence en droit  
1983-1984 : Maîtrise ès sciences juridiques

Etudes postuniversitaires :

Ecole nationale d'administration (ENA)  
1985-1987 : Diplôme du cycle 3 de l'ENA, option magistrature

Etudes pratiques :

Réseau HURIDOCS :

Juin 1990 : Certificat d'aptitude sur l'information en matière  
de droits de l'homme

Institut international des droits de l'homme de Strasbourg :

Juillet 1991 : Certificat d'aptitude à l'enseignement et à la  
recherche en matière de droits de l'homme

Juillet 1993 : Diplôme de droit international et de droit comparé  
des droits de l'homme

Bureau international du Travail :

Août 1991 : Stage au Bureau international du Travail à Genève

Une liste complète des diplômes obtenus et des stages effectués peut être  
consultée au Secrétariat.

### III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Commission nationale des droits de l'homme :

Mai 1989 à juin 1991 : Secrétaire administratif adjoint et délégué de la Commission nationale des droits de l'homme à compétence nationale

Ministère des droits de l'homme :

A partir de janvier 1992 : Directeur de Cabinet du Ministre des droits de l'homme

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

mars à avril 1993 : Chef de la délégation togolaise à la treizième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies :

Janvier à mars 1994 : Membre suppléant de la délégation togolaise à la cinquantième de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Langues : français et anglais.

M. Saïd Arébi HAFIANA (Jamahiriya arabe libyenne)

Fonction actuelle : Président de la Cour d'appel de Tripoli

Carrière universitaire : Licencié en droit de la Faculté de droit de l'Université Garyounis de Benghazi en 1967

Diplômé d'études supérieures en droit public de la faculté de droit et sciences économiques de Montpellier (France)

Carrière professionnelle

de 1979 à 1984 : Ambassadeur de Libye en France

de 1984 à 1988 : Vice-Ministre des relations extérieures

Conférences et autres activités

Membre de la délégation libyenne à la Conférence des droits de l'homme en Afrique, Banjul, 1980

Président de la délégation libyenne aux réunions du Comité d'Elkods, Fez, 1981

Membre de la délégation libyenne à la Conférence au sommet des pays non alignés, Harare, 1986

Membre de la délégation libyenne à la Conférence des chefs d'Etat africains, Addis-Abeba, 1987

Président de la délégation libyenne à la réunion des ministres des affaires étrangères chargés de préparer la conférence du Sommet arabe, Alger, 1989

Membre de la délégation libyenne à la Conférence des chefs d'Etat arabes, Alger, 1989

Président de la délégation libyenne à la Conférence des ministres de la justice des Etats Membres des Nations Unies, Paris, 1991

Président de la délégation libyenne (préparation et présentation du rapport complémentaire de la Libye) devant le Comité contre la torture, 1991, 1992, 1993

Représentant de la Jamahiriya arabe libyenne à la Commission des droits de l'homme et chef de sa délégation, 1991, 1992, 1993, 1994

Représentant de la Jamahiriya au sein de la Commission préparatoire pour la Charte arabe des droits de l'homme

Président de la délégation libyenne à la Réunion des ministres arabes de la justice chargés d'étudier le projet de la Charte arabe des droits de l'homme, Le Caire, 1993

Vice-Président de la délégation libyenne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993

Membre de la délégation libyenne à la Conférence des chefs d'Etat africains, Le Caire, 1993

Président du Comité politico-juridique chargé du problème des prisonniers de guerre libyens au Tchad

Membre de la délégation libyenne à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1993

#### Etudes et recherches

Etudes sur les droits politiques, économiques, sociaux et culturels en Afrique, présentées à la Conférence de Banjul, 1980

Les pays en voie de développement face aux nouvelles données du nouvel ordre international (Magazine d'études stratégiques, Beyrouth, 1990)

Conflits des lois et des systèmes juridiques (Cadre naturel de règlement du problème de "Lockerbie"), Etude juridique publique à Beyrouth, El Safir, 1990

Les racines historiques des mouvements religieux de l'Islam. Etudes sur le phénomène de rejet, de révolte des systèmes en place dans l'histoire arabo-islamique (série de conférences données aux étudiants de la faculté des sciences islamiques à Tripoli, Libye)

Les droits de l'homme : polémique - auteur de principes et recueil des pratiques (études en langue arabe faisant l'objet d'une conférence devant le Comité des droits de l'homme), Libye, 1993

M. Kurt HERNDL (Autriche)

Membre du Comité des droits de l'homme (jusqu'au 31 décembre 1994)

Né le 8 novembre 1932 à Villach, Autriche

I. ETUDES

- 1950 : Baccalauréat
- 1950-1956 : Faculté de droit de l'Université d'Innsbruck
- 1956 : Doctorat en droit
- 1959-1960 : Etudes universitaires supérieures à la faculté de droit de l'Université de Paris (travaux dirigés par Charles Rousseau, Paul Reuter et Suzanne Bastid)
- 1960-1962 : Centre d'études et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye (travaux dirigés par les professeurs Charlier et Berlia)

II. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 1956-1962 : Chargé de cours en droit international à la faculté de droit de l'Université d'Innsbruck
- 1962 : Entre au Ministère fédéral des affaires étrangères autrichien (service diplomatique)
- 1962-1965 : Membre du Cabinet du Conseiller juridique au Ministère fédéral des affaires étrangères à Vienne
- 1965-1969 : Représentant permanent adjoint de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève
- 1969 : Détaché au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1969-1975 : Directeur de la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1975-1977 : Directeur du Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1977 : Réintègre la fonction diplomatique autrichienne
- 1977-1982 : Ambassadeur et Conseiller juridique au Ministère fédéral des affaires étrangères à Vienne

- 1982 : Détaché à nouveau au Secrétariat de l'Office des Nations Unies à Genève
- 1982-1987 : Directeur du Centre pour les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (au rang de Secrétaire général adjoint)
- 1987 : Réintègre la fonction diplomatique autrichienne
- 1988-1989 : Directeur de la Division des organisations internationales du Ministère fédéral des affaires étrangères à Vienne et Adjoint du Directeur général aux affaires politiques
- 1989-1993 : Ambassadeur d'Autriche au Canada
- 1993 : Conseiller spécial auprès du Ministre fédéral des affaires étrangères pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

Actuellement membre de la Cour de l'AELE dont le siège est à Genève

A participé à de nombreuses réunions et conférences de plénipotentiaires de l'Organisation des Nations Unies en qualité de conseiller, délégué puis chef de délégation, représentant du Secrétaire général ou secrétaire de commission, notamment au Conseil de sécurité (1969-1976), à vingt-deux sessions de l'Assemblée générale, à dix sessions du Conseil économique et social, à dix sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires (1963), à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités (1977-1978), à la Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée (1977-1978) et à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993)

A participé à de nombreuses réunions de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation météorologique mondiale, du Comité intergouvernemental pour les migrations, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), du Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

### III. ACTIVITES DE RECHERCHE

- 1975 : Codirecteur des études (avec Antonio Cassese) au Centre d'études et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye. Questions étudiées : les problèmes juridiques posés par le maintien de la paix
- 1977-1991 : Conférences annuelles dans le cadre du Séminaire de Vienne sur le maintien de la paix organisées par l'Académie mondiale pour la paix, New York

- 1985 : Chargé de l'un des principaux cours à l'Académie de droit international de La Haye. Sujet : le rôle, les fonctions et les procédures du Conseil de sécurité des Nations Unies (voir : Recueil des cours, tome 206, 1987/VI)
- 1981 : Cours à l'Académie diplomatique de Vienne sur les sources du droit international
- 1988 : Cours à l'Académie diplomatique de Vienne sur les règles et procédures des organisations internationales

#### IV. ACTIVITES DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

- 1977-1982 : Représentant du Gouvernement autrichien pour toutes les affaires relatives aux droits de l'homme portées devant la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme
- 1982-1987 : Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Directeur du Centre pour les droits de l'homme de l'Office des Nations Unies à Genève
- 1990 : Elu membre du Comité des droits de l'homme

#### V. PUBLICATIONS

A publié un certain nombre d'ouvrages et d'articles sur des sujets de droit international dont la liste peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après les textes qu'il a publiés récemment sur les droits de l'homme et les questions connexes :

"The Role of the United Nations in the Development of Human Rights", dans Bulletin of Human Rights, No 86/2, 1986, p. 1 à 6

"Recent Developments concerning United Nations Fact-finding in the Field of Human Rights", dans Fortschritt im Bewußtsein der Grund- und Menschenrechte, Festschrift für Felix Ermacora, Kehl, Strasbourg, Arlington, 1987, p. 1 à 35

"Die Menschenrechte in der Welt von heute", dans 23. Jahrbuch der Diplomatischen Akademie, Vienne, 1987-1988, p. 77 à 84

"Reflections on the Role, Functions and Procedures of the Security Council", Recueil des Cours, vol. 206, 1987-VI, p. 289 à 395

"Die Vereinten Nationen und die Menschenrechte - Anspruch une Wirklichkeit", dans Die Vereinten Nationen und Österreich, vol. 38 (1989), Nos 1 et 2

"The 'forgotten' competences of the Security Council", dans Verantwortung in unserer Zeit, Festschrift für Rudolf Kirschlaeger, Vienne, 1990, p. 83 à 92

"Bemerkungen zur Effektivität des Menschenrechtsschutzsystems der Vereinten Nationen", dans Menschenrechte als politischer Auftrag, dir. publ. Dr. Heinrich Neisser, Série Focus, vol. 7 , Vienne, 1993, p. 155 à 166

M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date et lieu de naissance : 2 juillet 1943, à Radom (Pologne)  
Nationalité : polonaise  
Situation de famille : marié, père d'un enfant

II. DIPLOMES

Doctorat en droit

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Fonctions actuelles :

Depuis 1991 : Ministre conseiller à la Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Carrière diplomatique :

1989-1991 : Conseiller auprès du Ministre des affaires étrangères pour les droits de l'homme

1990-1991 : Chef de la Section des droits de l'homme du Département juridique du Ministère des affaires étrangères, Varsovie

1990-1991 : Représentant de la Pologne au Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe

1991-1993 : Rapporteur au Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

1992-1993 : Vice-Président de la Commission ad hoc du Conseil de l'Europe chargée de préparer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

1992 : Chef de la délégation polonaise à la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, Genève

1993 : Rapporteur général à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne

1993 : Rapporteur à la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme

- 1993 : Expert auprès de la délégation polonaise à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Troisième Commission, New York
- 1993 : Président du Comité de rédaction du Groupe de travail chargé d'examiner le projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture (créé par la Commission des droits de l'homme)

Depuis 1992 membre suppléant à la Commission de Venise sur la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe

#### Carrière universitaire

- Depuis 1973 : Institut d'études juridiques de l'Académie polonaise des sciences
- Depuis 1992 : Professeur titulaire
- 1981-1991 : Directeur du Centre pour les droits de l'homme de Poznan (en congé depuis 1991)
- 1966-1973 : Maître-assistant puis chargé de cours de droit constitutionnel et de sciences politiques à l'Université Adam-Mickiewicz de Poznan
- 1969-1970 : Etudes universitaires supérieures de droit public à l'Université de Zurich
- 1982-1983 : Membre de la Fondation Alexander von Humboldt. Recherches sur les droits de l'homme à l'Institut Max-Planck de droit public et étranger et de droit public international d'Heidelberg
- 1988-1991 : Coordonnateur du projet d'étude sur les fondements théoriques des droits, des libertés et des devoirs individuels dans la future constitution polonaise, Poznan
- 1989-1992: Vice-Président de la section polonaise de l'Association internationale de droit constitutionnel
- 1983-1993 : Séries de conférences dans des universités en Allemagne, en Autriche, en Irlande, en Italie, au Japon, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse
- 1989 : Expert indépendant à la table ronde du gouvernement et du syndicat Solidarnosc à Varsovie
- Depuis 1989 : Expert au Parlement polonais (droits de l'homme, droit constitutionnel); expert à la Commission constitutionnelle du Parlement

Depuis 1987 : Expert auprès du Commissaire aux droits civiques (ombudsman polonais)

Depuis 1993 : Membre du Curatorium et maître de conférences à l'Institut de droit allemand et européen (les partis politiques) à l'Université de Hagen, Allemagne

#### Activités rédactionnelles

- Codirecteur de publication de l'All-European Human Rights Yearbook (en collaboration avec P. Leuprecht et M. Nowak), J.P. Engel éditeur
- Rédacteur en chef de la revue "Human Rights. Documents" (en polonais et en anglais)

#### Appartenance à des organismes

- Section polonaise de l'Association de droit international
- Section polonaise de l'Association internationale de droit constitutionnel
- Section polonaise de la Commission internationale de juristes
- Président du Conseil d'administration de la Fondation polonaise "Promotion des droits de l'homme : enseignement et recherche"

#### Distinctions

1991 : Distinction de la Fondation Bruno Kreisky du Centre pour les droits de l'homme de Poznan pour ses travaux dans le domaine des droits de l'homme

#### Matières enseignées

- Les droits de l'homme en droit international, les droits de l'homme en droit national et en droit comparé, le droit constitutionnel

#### IV. PRINCIPALES PUBLICATIONS RECENTES

#### Ouvrages, monographies

1. Die Rechtsstellung von Ausländern nach polnischem Recht, dans : La situation juridique des étrangers en droit national et en droit international, dir. publ. J.A. Frowein, Th. Stein, vol. II, 1987
2. Les droits, les libertés et les devoirs de l'homme et du citoyen dans la nouvelle Constitution polonaise, dir. publ., 1990 (en polonais); auteur de :  
i) La définition dans la Constitution des droits, libertés et devoirs de l'homme et du citoyen; ii) Critères pour l'élaboration du "catalogue"

des droits, libertés et devoirs de l'homme et du citoyen; iii) Principes du "catalogue" des droits, libertés et devoirs de l'homme et du citoyen

3. Les droits de l'homme. Le modèle juridique. Etudes de droit international et comparé, dir. publ. R. Wieruszewski, 1992 (en polonais); auteur de :  
i) Le droit à la vie; ii) Le droit de circuler librement; iii) Le droit à la protection contre l'expulsion arbitraire; iv) Le droit à la protection de l'Etat à l'étranger

4. Le statut des députés. Prêts internationaux, dir. publ., 1992; auteur de : Le statut juridique d'un député à la Diète

5. Das Parteienrecht in den zentral- und osteuropäischen Ländern, dir. publ. Z. Kedzia, D. Tsatsos, 1994; auteur de : i) Das Parteienrecht in Polen, ii) Gesamtwürdigung en collaboration avec D. Tsatsos

#### Principaux articles et essais

Une liste complète des articles et essais écrits par le candidat peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après ses articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

An East European Perspective of an All-European System of Human Rights Protection, dans Perspectives of an All-European System of Human Rights Protection. The Role of the Council of Europe, the CSCE, and the European Communities, dir. publ. Z. Kedzia, A. Korula, M. Nowak; All European Human Rights Yearbook, vol. 1, dir. publ. Z. Kedzia, P. Leuprecht, M. Nowak, Kehl, Strasbourg, Arlington, 1991, p. 157 à 174

The implementation of Social and Economic Rights in Central and Eastern European Countries (L'exercice des droits sociaux et économiques dans les pays d'Europe centrale et orientale), dans : The Implementation of Economic and Social Rights. National, International and Comparative Aspects (L'exercice des droits économiques et sociaux. Aspects nationaux, internationaux et comparés), dir. publ. F. Matscher, Schriften des Oesterreichischen Instituts für Menschenrechte, vol. 3, Kehl, Strasbourg, Arlington, 1991, p. 237 à 266

The Place of Human Rights Treaties in the Polish Legal Order, Journal européen de droit international, 1982, No 1

The European Convention on Human Rights and Polish Law (La Convention européenne des droits de l'homme et le droit polonais), dans : Der Schutz der Menschenrechte. Materialien aus dem IX. Deutsch-Polnischen Kolloquium, 1992

The Implementation of International Human Rights Agreements in Poland, dans : Relationship between international and domestic law, Commission européenne pour la démocratie par le droit, Conseil de l'Europe, 1993

#### V. SERVICES CONSULTATIFS

A donné de nombreux avis en qualité d'expert à différents organismes. En 1989, a réalisé notamment une étude sur les aspects juridiques de l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme par les Etats non membres du Conseil de l'Europe pour la Commission des questions juridiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (AS/Jur(42)4)

#### VI. PARTICIPATION AUX GRANDES CONFERENCES INTERNATIONALES LES PLUS RECENTES

- 1) Organisation de la Conférence internationale sur la protection paneuropéenne des droits de l'homme en coopération avec le Conseil de l'Europe, Poznan, 1990
- 2) Participation à des conférences organisées par le Conseil de l'Europe sur l'universalité des droits de l'homme, en 1989, et les droits de l'homme à l'aube du XXIe siècle, en 1993 (Président de l'un des trois groupes de travail)
- 3) Congrès de l'UNESCO sur l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie, Montréal, 1993 (Président de l'un des trois groupes de travail)
- 4) Organisation du Séminaire international sur la liberté de l'enseignement, qui a eu lieu à Poznan, en 1993, en liaison avec la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
- 5) Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993. Rapporteur général et Vice-Président de la délégation polonaise

M. Eckart KLEIN (Allemagne)

1943	Né à Oppeln, Haute Silésie
1949-1962	Scolarité à Karlsruhe
1962-1963	Service national
1963-1964	Etudes de langues à Paris
1964-1968	Etudes de droit, Universités de Fribourg-en-Brisgau, de Göttingen, de Lausanne et d'Heidelberg
1968	Diplôme de droit
1971	Examen d'entrée au barreau
1969-1971	Maître-assistant à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international public, Heidelberg
1972-1976	Maître-assistant à la Faculté de droit de l'Université d'Heidelberg
1973	Doctorat ès jurisprudences à l'Université d'Heidelberg
1974-1976	Greffier à la Cour constitutionnelle fédérale à Karlsruhe
1976-1981	Stagiaire de recherche à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international public, Heidelberg
1980-1981	Professeur associé à la Faculté de droit de l'Université de Mayence
Depuis 1981	Professeur de droit public, de droit international public et de droit européen à la Faculté de droit de l'Université de Mayence
1984-1994	Juge au Tribunal administratif de l'Etat de Rhénanie - Palatinat, Coblenz
Depuis 1987	Membre du Tribunal d'arbitrage et de la Commission mixte de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes
Depuis 1991	Membre de la Cour européenne d'arbitrage, Strasbourg
Septembre 1991	Professeur invité à l'Université de Louisville, Kentucky (Etats-Unis d'Amérique)
1991-1992	Professeur invité à la Sorbonne, Paris III

Depuis 1992 Membre adjoint de la Cour constitutionnelle de l'Etat de Brême

1994 Titulaire de la chaire de droit constitutionnel, droit international public et droit européen de l'Université de Potsdam; Directeur du premier centre allemand pour les droits de l'homme

Membre de l'Association de droit international, de l'American Society of International Law, de l'Association des juristes allemands spécialistes du droit constitutionnel, de l'Association allemande de droit international public, de la Commission internationale de juristes

Marié depuis 1969, père de trois enfants

#### Liste sélective de publications

Une liste complète des articles écrits par le candidat peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après ses articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

L'Organisation des Nations Unies et le droit à l'autodétermination dans Le droit à l'autodétermination nationale et la question allemande, Blumenwitz/Meissner, dir. publ., 1984

Protection des droits individuels en République fédérale d'Allemagne face aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés par la Convention européenne des droits de l'homme, dans Le développement des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, Mahrenholz/Hilf/Klein, 1987

Les droits de l'homme de la troisième génération, dans Droits, institutions et influence du droit international dans la Loi fondamentale allemande, C. Stark, dir. publ., 1987

La situation des droits de l'homme définis par le droit international dans les Etats membres du Pacte de Varsovie, document du Bundestag allemand, 11/1344

Les obligations internationales de la RDA en matière de droits de l'homme, dans Les droits de l'homme en RDA, G. Brunner, dir. publ., 1989

La philosophie et la mise en oeuvre de la protection des minorités, dans Réaffirmation et développement des droits de l'homme et des droits des groupes ethniques en Europe centrale, 1991.

M. David KRETZMER (Israël)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 1943 Né à Johannesburg (Afrique du Sud)  
1963 Emigre en Israël

Fonctions actuelles :

Titulaire de la chaire Louis Marshall de droit de l'environnement et Directeur du Centre pour les droits de l'homme à l'Université hébraïque de Jérusalem

II. ETUDES

- 1967 Licence en droit (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem  
1972 Maîtrise de droit (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem  
1975 Doctorat ès jurisprudences de l'Université d'York, Toronto (Canada)  
Sujet de thèse : Buts et rôle du régime d'indemnisation en matière de délits civils

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 1966-1967 Greffier près le juge Z. Berinson à la Cour suprême d'Israël  
1967-1968 Stagiaire à l'étude d'Yigal Arnon, Jérusalem  
Chef de travaux du professeur A. Barak  
1968 Admis au barreau israélien  
1969-1972 Enseignant à temps partiel à la Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem  
1970-1972 Avocat dans l'étude D.M. Schlosberg, Tel-Aviv (Israël)  
1972-1974 Candidat au doctorat, Osgoode Hall Law School, Université d'York, Toronto (Canada)  
1975-1978 Chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem  
1976 Titulaire de la chaire Louis Marshall de droit de l'environnement à l'Université hébraïque de Jérusalem

- 1978                   Maître de conférences (titulaire) à l'Université hébraïque de Jérusalem
- 1978-1979             Fellow, Center for Advanced Engineering Studies, MIT, Cambridge, Massachusetts
- Enseignant, Energy Impacts Project Department of Urban Studies and Planning, MIT
- Eté 1979               Consultant, Office of Policy and Planning de l'EPA, Washington, D.C.
- Automne 1979         Professeur invité (David Ben Gourion), Law Center, Université de Caroline du Sud, Los Angeles, Californie
- 1981-84               Vice-doyen chargé des questions relatives aux étudiants, Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem
- 1984-1985             Professeur invité (David Ben Gourion), Law Center, Université de Caroline du Sud, Los Angeles, Californie
- 1984                   Professeur associé à l'Université hébraïque de Jérusalem
- Automne 1989         Professeur invité, Tulane Law School, Nouvelle-Orléans
- Printemps 1990       Invité de University College, Oxford
- 1991                   Professeur titulaire à l'Université hébraïque de Jérusalem
- 1991                   Membre de la Commission permanente du Sénat de l'Université hébraïque de Jérusalem

Matières enseignées à l'Université : droit contractuel, responsabilité civile, droit de l'environnement, droit constitutionnel, droit administratif, droits de l'homme

#### IV. ACTIVITES DE SERVICE PUBLIC

- 1972                   Membre fondateur de l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI)
- 1981-1982             Président du Conseil exécutif de l'ACRI
- 1986-1987             Coprésident du Conseil exécutif de l'ACRI
- 1987-1989             Vice-Président du Conseil exécutif de l'ACRI
- 1990-1992             Président du Conseil exécutif de l'ACRI

1986-1990 Chroniqueur judiciaire au Jerusalem Post  
Depuis 1990 Rédaction d'articles pour le Jerusalem Report

#### V. BOURSES DE RECHERCHE

1990 Bourse de la Fondation Ford pour une étude sur la jurisprudence de la Cour suprême d'Israël concernant les territoires occupés

#### VI. PUBLICATIONS

Avril 1993

##### A. Ouvrages

Les droits des handicapés en Israël - Propositions de réforme, en collaboration avec U. Procaccia et A.L. Miller, Institut d'étude de la législation et de droit comparé, Jérusalem, 1979 (en hébreu)

Les nuisances, Institut d'étude de la législation et de droit comparé, Jérusalem, 1980 (en hébreu)

Agression et fausse incarcération, Institut d'étude de la législation et de droit comparé, Jérusalem, 1980 (en hébreu)

The Legal Status of the Arabs in Israel, Westview Press, 1990

##### B. Articles

Une liste complète des articles écrits par le candidat peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après les articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

The Influence of First Amendment Jurisprudence on Judicial Decision-Making in Israel, dans The Constitutional Bases of Political and Social Change in the United States, dir. publ. S. Slonim, Praeger, 1990, p. 295 à 313

The Constitutional and Legal Status of Freedom of Speech in Israel, dans Israeli Reports to the XIII International Congress of Comparative Law, C. Fassberg, dir. publ. 1990, p. 120 à 142

Public Law, dans 40 Years of the Israeli Legal System, 1990, 24 Is.L. Rev., p. 341 à 355

The New Basic Laws on Human Rights: A mini-revolution in Israeli Constitutional Law?, 1992, 26 Is.L. Rev., p. 238 à 246

Political Agreements - A Critical Introduction, 1992, 26 Is.L. Rev., p. 407 à 437

CCPR/SP/43  
page 44  
Annexe III

Racial Incitement in Israel, 1993, 22 Israel Yearbook on Human Rights,  
p. 243 à 259

Judicial Review Over Demolition and Sealing of Houses in the Occupied  
Territories, dans Klinghoffer Book on Public Law, dir. publ. I. Zamir,  
Jérusalem, 1993, p. 305 à 357

M. Mainassara MAIDAGI (Niger)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Né en 1949  
Marié, père de cinq enfants  
Profession : magistrat

II. DIPLOMES OBTENUS

Octobre 1974	Capacité en droit
Juin 1976	Diplôme d'études universitaires générales (DEUG)
Juin 1977	Licence en droit
Juin 1978	Maîtrise de droit (carrières judiciaires)
Juin 1980	Diplôme de l'Ecole nationale de la magistrature de Paris (France)

III. FONCTIONS OCCUPEES

Juillet 1980	Président du tribunal de Zinder
Septembre 1981	Président du tribunal de Tahoua
Octobre 1984	Président du tribunal de Maradi
Octobre 1986	Président du tribunal de Niamey
Octobre 1988	Conseiller à la cour d'appel de Niamey
Mars 1990	Conseiller juridique du Premier Ministre
Août 1990 à ce jour	Président de la cour d'appel de Niamey
17 janvier 1992- 31 mars 1993	Cumulativement avec les fonctions de Président de la cour d'appel de Niamey, Président de la Commission chargée de l'élaboration des textes fondamentaux (mise en place après la Conférence nationale souveraine)
25 août 1992- 31 mars 1993	Cumulativement avec les fonctions de Président de la Commission chargée de l'élaboration des textes fondamentaux, Secrétaire permanent de la Commission nationale de contrôle et de supervision du référendum constitutionnel et des opérations électorales

Actuellement membre du bureau (secrétaire aux relations extérieures) de l'Association nigérienne pour la défense des droits de l'homme. A ce titre, a participé au Congrès constitutif de l'Union interafricaine des droits de l'homme à Ouagadougou (Burkina Faso)

#### IV. PARTICIPATION A DES SEMINAIRES, ATELIERS OU REUNIONS

Séminaire-atelier sur l'élaboration et la présentation de rapports nationaux prévus aux termes des différentes conventions internationales se rapportant aux droits de l'homme à Dakar (Sénégal)

Cours de formation sur l'élaboration de stratégies et de mécanismes nationaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique, à Banjul (Gambie)

Séminaire international de développement avec pour thème "Programme d'appui à la démocratie", à Québec (Canada)

Désigné par le Gouvernement de la République du Niger pour figurer sur la Liste d'arbitres tenue par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Une liste complète des séminaires, ateliers ou réunions auxquels le candidat a participé peut être consultée au Secrétariat.

Mme Cecilia MEDINA QUIROGA (Chili)

Née le 17 novembre 1935, à Concepción (Chili)

I. ETUDES

- 1953-1958 Faculté de droit de l'Université du Chili, Santiago
- 1958 Licence en sciences juridiques et sociales  
(mention très bien)
- 1958-1959 Travaux pratiques de droit civil à Santiago  
(mention très bien)
- 1959 Obtient le titre d'avocat attaché à la Cour suprême du Chili
- 1971 Certificat de méthodologie de la recherche et de  
l'enseignement juridiques de l'Institut d'enseignement  
et de recherche juridiques de Santiago
- 1979 Dixième stage de formation, Institut international des droits  
de l'homme, Strasbourg (France)
- 1979 Septième stage de formation, Centre international pour  
l'enseignement des droits de l'homme dans les universités,  
Strasbourg (France)
- 1982 Treizième stage de formation, Institut international des  
droits de l'homme, Strasbourg (France)
- 1986-1987 Formation des cadres féminins, ISIS, Amsterdam (Pays-Bas)
- 1988 Docteur en droit international de l'Université d'Utrecht  
(Pays-Bas)

II. LANGUES

Espagnol : langue maternelle  
Anglais : courant (connaissance active et passive)  
Néerlandais : bon (connaissance active et passive)  
Français : bon (connaissance passive); médiocre (connaissance active)

III. CARRIERE UNIVERSITAIRE

- 1993 Professeur de droit international public à la Faculté de  
droit de l'Université Diego Portales, Santiago (Chili)
- 1992 Professeur invité de droit international relatif aux droits  
de l'homme à la Faculté de droit de l'Université du Chili

- 1992-1993 Directrice et professeur pour deux cours de formation spécialisée en droit international relatif aux droits de l'homme, destinés aux universitaires des facultés de droit de Santiago et de Concepción et organisés, dans le premier cas, par l'Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM) de l'Université d'Utrecht, l'Université Diego Portales et l'Université Andrés Bello, et, dans le second cas, par les deux premiers établissements susmentionnés et l'Université de Concepción
- 1992 Directrice et professeur pour des cours de formation en droit international relatif aux droits de l'homme destinés aux juges et aux avocats (Uruguay : Montevideo; Chili : Valparaiso, Valdivia et Antofagasta)
- 1991 Organisatrice, codirectrice et professeur pour le cours de formation en droit international relatif aux droits de l'homme (La Haye) destiné aux juges et aux avocats latino-américains, sous les auspices de l'Académie de droit international de La Haye et de l'Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM)
- 1991 Consultante du Ministère des relations extérieures néerlandais pour trois projets relatifs aux droits de l'homme en Colombie (les droits de l'homme dans l'enseignement scolaire et les droits de l'homme au niveau local)
- Depuis 1991 Professeur de droit international relatif aux droits de l'homme à l'Université Diego Portales
- 1990 Directrice et professeur pour des cours de formation en droit international relatif aux droits de l'homme destinés aux juges et aux avocats (Argentine : Buenos Aires et Tucumán; Chili : Santiago, Concepción et Valparaiso), Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM) de l'Université d'Utrecht
- 1989-1990 Professeur invité de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France)
- 1988 Professeur invité à l'Université de Lund (Suède)
- 1986-1990 Professeur invité pour le programme sur le droit international et le programme sur les droits de l'homme de l'Institut d'études sociales de La Haye (Pays-Bas)
- Depuis 1989 Enseignante et chercheur à l'Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM) de la Faculté de droit de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas)

- 1980-1988 Enseignante et chercheur (organisations économiques internationales; droits de l'homme) à l'Europa Institut de la Faculté de droit de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas)
- 1971-1973 Chargée de cours en droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université du Chili, Santiago
- 1967-1970 Maître-assistant en droit constitutionnel, dans la même faculté
- 1966-1967 Chef de travaux en droit constitutionnel, dans la même faculté

#### IV. AUTRES ACTIVITES

- 1977-1980 Chercheur à l'Institut pour le nouveau Chili, Rotterdam (Pays-Bas)
- 1977 Chercheur à la Section hispanique du Département juridique de la Bibliothèque du Congrès, Washington, D.C., (Etats-Unis)
- 1976-1977 Conseiller juridique à l'Institute for the Development of Indian Law, Washington, D.C., (Etats-Unis)
- 1974 Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires (Argentine)
- 1971-1973 Maître des requêtes au Tribunal constitutionnel chilien
- 1959-1970 Avocate indépendante

#### V. PUBLICATIONS

Une liste complète des ouvrages et articles écrits par la candidate peut être consultée au Secrétariat. On trouvera mentionnés ci-après ses articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

Cuadernos de Análisis Jurídico, No. 25, Serie Seminarios, 1993, Escuela de Derecho, Universidad Diego Portales, abril 1993: El Sistema Interamericano de Derechos Humanos, dir. publ., C. Medina, Faculté de droit de l'Université Diego Portales, Santiago (Chili)

"Do International Human Rights Laws Protect Women?", dans Ours by Right, Women's Rights as Human Rights, dir. publ. Joanna Kerr, ZED Books, en collaboration avec le North-South Institute, 1993, Ottawa (Canada), p. 78 à 81

SIM Special No. 13, Training Course on International Human Rights Law, Selected Lectures, Peace Palace, The Hague, 16 September-4 October, 1991, dir. publ. C. Medina

"The Right of Individual Petition. Some Problems of Law and Practice"  
dans *ibid.*

Cuadernos de Análisis Jurídico, No. 26, Curso de Entrenamiento en Derecho Internacional de los Derechos Humanos, Conferencias Escogidas, Palacio de la Paz, La Haya, 16 de septiembre-4 de octubre, 1991, 1993, dir. publ., C. Medina

"El Derecho de Queja Individual ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos; Algunos Problemas de Derecho y de Práctica" (traduction de "The Right of Individual Petition. Some Problems of Law and Practice"), dans *ibid.*, p. 149 à 167

Depuis 1988, collabore à la rédaction de la rubrique intitulée "Human Rights News" (Système interaméricain), du Netherlands Quarterly of Human Rights

Membre du comité de rédaction du Netherlands Quarterly of Human Rights

En préparation :

"Towards a more effective guarantee of the enjoyment of human rights by women in the inter-American system", étude présentée à une réunion tenue à l'Université de Toronto, au Canada, du 31 août au 2 septembre 1992, qui fera l'objet d'un chapitre de l'ouvrage publié par University of Pennsylvania Press Book Series on Human Rights, en 1993

"The International Human Rights Machinery: A Stock-Taking", étude présentée à un séminaire organisé par l'Université américaine, à Washington, D.C., les 6 et 7 avril 1992

M. Seyyed Mostafa MOHAGHEGH DAMAD (République islamique d'Iran)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Lieu de naissance : Qum  
Date de naissance : 1945  
Situation de famille : Marié, père de cinq enfants

II. ETUDES

Séminaire de théologie - Diplôme de jurisprudence islamique (Mujtahed)  
Droit et philosophie islamiques - Université de Téhéran  
Droit international public, Université de Louvain, Belgique; thèse :  
"La protection de l'individu en temps de guerre selon le droit international  
et selon le droit islamique"

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Juge principal - grade II  
Professeur d'université et doyen de la Faculté de droit  
Directeur de l'inspection générale de la République islamique d'Iran  
Président de la Commission chargée d'élaborer les projets de lois de la  
République islamique d'Iran  
Directeur du Département de science et de culture islamiques de l'Académie  
iranienne  
Chef du Groupe d'étude et de recherche concernant les traités de droit  
Directeur du Département de droit de l'Institut universitaire de formation  
d'enseignants  
Membre de la Commission de droit civil  
Membre du Conseil des études culturelles et de la recherche  
Membre du Conseil supérieur de l'Université internationale de l'Imam Khomeini  
Membre du Conseil scientifique de la grande Encyclopédie islamique  
Membre du Conseil supérieur de sélection des professeurs d'université  
Membre du conseil d'administration des universités de la République islamique  
d'Iran  
Membre de l'Association d'experts de haut niveau  
Membre du Conseil supérieur de l'Institut d'études culturelles et de recherche  
Membre de l'Institut iranien de culture générale  
Membre du Comité chargé de décerner le titre de docteur honoris causa

IV. PUBLICATIONS

Plus de 10 ouvrages de droit, de philosophie et de religion :

Uslul-Al-Figh (en farsi) - 3 volumes  
Principes de la doctrine - 2 volumes  
Droit de la famille - 1 volume  
Analyse juridique du legs - 1 volume  
Analyse juridique de la rédemption - 1 volume  
Analyse juridique de la préemption - 1 volume

Etudes comparatives de la philosophie islamique (traduit de l'anglais)  
- 1 volume  
Evolution des vivants (traduit de l'anglais) - 1 volume  
Droit international public de l'Islam (traduit de l'anglais) - 2 volumes  
Evolution de la philosophie dans le monde de l'Islam (traduit de  
l'anglais) - 1 volume

Plus de 30 essais portant sur la philosophie, le droit et la religion,  
dont les suivants :

Le droit humanitaire islamique (en farsi)  
Le respect des instruments internationaux consacrés aux droits de l'homme  
(en farsi)  
Le point de vue d'Ali (AS's) sur le droit humaniste, en farsi  
Appel de l'Islam, adressé à toutes les religions pour qu'elles respectent  
les valeurs humanistes  
Les minorités religieuses en République islamique d'Iran  
La tolérance religieuse et la fraternité universelle de l'Islam

#### V. PARTICIPATION A DES CONFERENCES

A participé à de nombreuses conférences internationales, comme suit :

Conférences sur des thèmes judiciaires à Karachi et à Kuala Lumpur;  
Conférence internationale des droits de l'homme, Hambourg et Téhéran;  
Conférence sur les religions, Malte, Milan, Louvain; Conférence sur la  
compréhension de la Shiah Temple University, Philadelphie

Langues : parle couramment l'anglais, l'arabe et le farsi et a une bonne  
connaissance du français.

M. Abdalla Idris MOHAMMED (Soudan)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : 1er janvier 1946  
Etat civil : marié, père de famille

II. ETUDES

1965 - 1970	Faculté de droit
1974 - 1977	Yale Law School
1970	LL.B. (honours) Khartoum
1973	LL.M. Khartoum
1975	LL.M. Yale Law School
1977	J.S.D. Yale Law School

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1974 - 1977	Assistant à l'Université de Khartoum
1977 - 1984	Chargé de cours
1984 - 1991	Maître de conférences
Depuis 1993	Professeur associé
1980 - 1983	Chef du Département de droit commercial
1983 - 1987	Doyen de la faculté de droit
1970 - 1971	Conseil juridique
1971 - 1972	Magistrat, grade I
1972 - 1974	Magistrat, grade II
1986 - 1988	Président du Centre d'assistance juridique (Khartoum)
1987 - 1988	Président du Centre des droits de l'homme (Khartoum)
1989	Membre de la délégation soudanaise aux pourparlers de paix avec le SPLA - Ethiopie
1990	Membre de la délégation soudanaise aux pourparlers de paix avec le SPLA - Nigéria
1992/1993	Ministre de la justice, Procureur général

IV. VOYAGES D'ETUDES DANS DES PAYS ETRANGERS

Juillet 1981	Douzième stage sur les droits de l'homme organisé par l'Université de Strasbourg, France
Juillet 1983	Stages sur le droit américain et le droit international, Academy of American and International Law
1984	Stages sur les institutions juridiques américaines - Salzbourg, Autriche
1986 - 1987	Boursier à l'Université de Madison, Wisconsin
1987	Stages sur les droits de l'homme, Columbia Law School, New York
1986	Deux voyages d'études patronnés par l'OMPI sur le droit en matière de propriété intellectuelle à l'Institut Max Planck de Munich, l'un en juillet, l'autre en novembre

V. PUBLICATIONS

- 1980 Les entreprises constituées en sociétés au Soudan
- 1980 Les clauses au bénéfice des tiers en droit contractuel  
islamique, Journal of the Centre for Islamic Legal Studies,  
Nigéria
- 1980 Etude de cas sur la vente des marchandises, Faculté de droit,  
Université de Khartoum
- 1982 Les droits de l'homme et l'Islam, Journal of Comparative Law  
(Etats-Unis)
- 1984 Etude de cas sur les sociétés de personnes
- 1985 L'enseignement du droit au Soudan et son rapport avec le  
droit du développement et les études concernant le  
développement

M. Birame NDIAYE (Sénégal)

I. ETUDES

1962 Baccalauréat série philosophie  
1966 Licence de droit public à l'Université de Lille  
1967 Diplôme d'études supérieures de droit public  
1969 Diplôme d'études supérieures de sciences politiques  
1975 Diplôme de l'Institut des droits de l'homme et de droit comparé à Strasbourg  
1973 Doctorat d'Etat de droit public à l'Université de Bordeaux; thèse soutenue le 3 juillet 1973

II. FONCTIONS

1968-1969 Moniteur chargé de travaux dirigés à Lille

oct. 1969 Assistant à la Faculté des sciences juridiques et  
oct. 1972 économiques de l'Université de Dakar

Assistant au Centre d'études d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de l'Université de Bordeaux, attaché de recherches au CNRS

1973-1979 Chargé d'enseignement à la Faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar

octobre 1979-1981 Maître assistant à la Faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar

1981 Directeur par intérim de l'Université des Mutants

1981 Directeur de l'Université des Mutants

Avril 1981 Directeur des affaires juridiques et consulaires au Ministère des affaires étrangères

1969-1972 et Professeur à l'Ecole nationale d'administration et de  
1973-1983 magistrature

Conseiller en service extraordinaire à la Cour suprême de la République du Sénégal

Ancien membre de l'Institut africain d'études stratégiques du Gabon

Codirecteur du volume 8 de l'Encyclopédie juridique de l'Afrique (droit du travail-sécurité sociale-fonction publique)

Membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU

Depuis mars 1985 Vice-Président du Comité des droits de l'homme de l'ONU

1986                    Stagiaire à l'Institut français des Hautes études de défense nationale

Depuis le             Ministre-Conseiller à l'ambassade du Sénégal à Paris  
22 juin 1992

### III. TRAVAUX

Thèse de doctorat en droit : l'individu et les organismes internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme

### IV. OUVRAGES

La place des droits de l'homme dans la Charte de l'OUA, dans : Les dimensions internationales des droits de l'homme, UNESCO

Droits et obligations des fonctionnaires et agents de l'Etat : Encyclopédie juridique de l'Afrique, volume 8

La présidence en exercice de l'OUA : l'expérience sénégalaise, 1988

A paraître : Réformes institutionnelles et démocratisation continuée au Sénégal

#### Articles

Une liste complète des articles rédigés par l'auteur, ainsi que des stages auxquels il a participé, peut-être consultée au secrétariat. On trouvera ci-après la liste des articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

- Protocoles additionnels aux conventions de Genève, Colloque international de Dakar, Université des Mutants-Fondation Wollenberg de Suède, mars 1992, dans : Publications de la Fondation Wollenberg de Suède
- Les systèmes de protection des droits de l'homme : ONU, Commission africaine, communication au colloque du Ministère de l'éducation, la démocratie et les droits de l'homme, Bamako, mars 1993
- Les Nations Unies et le développement : le cas de l'Afrique, communication au colloque des 3 et 4 décembre 1993, Rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rédaction des rapports et leur analyse par le Comité, communication au séminaire

régional sur les rapports périodiques destiné aux pays d'Afrique francophone, Abidjan, 23 juin 1994

- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Comité contre la torture : rédaction des rapports et leur analyse par le Comité, communication au séminaire régional sur les rapports périodiques destiné aux pays d'Afrique francophone

#### V. RENCONTRES INTERNATIONALES

- Membre du Comité national des experts chargés de la préparation technique de la Conférence internationale de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme
- Président de la Commission scientifique des colloques de Dakar et de Conakry sur l'intégration de l'Afrique
- Adjoint au Chef de délégation de la République du Sénégal à la troisième Conférence des Nations Unies pour le droit de la mer
- Président du Comité des experts juristes, Dakar
- Membre de la délégation aux trente-sixième et trente-septième sessions de l'Assemblée générale de l'ONU (Sixième Commission)
- Membre de la délégation sénégalaise aux dix-septième et dix-huitième sommets de l'OUA - Chargé d'étudier les problèmes relatifs aux droits de la mer et à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
- Chef de la délégation sénégalaise à la Conférence de Vienne sur la succession d'Etats en matière de biens, d'archives et de dettes d'Etat
- Co-agent de la République du Sénégal devant le Tribunal arbitral Sénégal-Guinée-Bissau et la CIJ
- Coprésident de la Commission de la liquidation de la Confédération de la Sénégalie
- Délégué à la Conférence mondiale de Vienne - juin 1993

#### VI. DECORATIONS

- Chevalier de l'Ordre national du Lion - ordre national sénégalais
- Chevalier de la Légion d'honneur - ordre national français - 29 juin 1993

M. Bharat PATEL (Zimbabwe)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : 16 avril 1952  
Lieu de naissance : Harare, Zimbabwe

II. DIPLOMES UNIVERSITAIRES

1975 LL.B. Bachelor of Law (Université de Rhodésie)  
1976 Admission au barreau, première partie (Council of Legal Education)  
1977 LL.M. Master of Law (University College, Londres)  
1978 Admission au barreau, examen final (Inns of Court School of Law)

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Août 1976 Avocat (Zimbabwe)  
Juillet 1978 Inscrit au barreau  
Mai 1982 Ouvre une étude d'avocat (Zimbabwe)

IV. RECHERCHE

Septembre 1978-avril 1982 Travaux préparatoires et recherche à temps partiel en vue de la rédaction d'une thèse intitulée "International Juridical Protection of Civilians in Situations of Armed Conflicts" (University College, Londres)

Une liste complète des diplômes du candidat, de ses titres et des associations dont il est membre peut être consultée au secrétariat.

V. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Février 1970 - Office central de statistique (Harare) - Stage dans  
février 1971 l'administration : recherche statistique et analyse du  
secteur de la distribution  
Recensement sur le secteur de la distribution

Décembre 1974 - Centre d'assistance juridique (Harare) - Conseiller  
septembre 1975 juridique bénévole à temps partiel au Département de  
droit de l'Université

Décembre 1978 - National Council for Civil Liberties (Londres)  
septembre 1979 Conseiller juridique bénévole à temps partiel  
- consultations hebdomadaires

Mars 1979 - Greater London Citizens Advice Bureau Service (Londres)  
septembre 1979 - Stagiaire à plein temps

Juin 1979 - janvier 1980	Free Representation Unit (Londres) - Conseil juridique auprès des Conseils de prud'homme
Septembre 1979 - avril 1982	New Cross Citizens Advice Bureau (Londres)
Septembre 1979 - août 1981	Conseiller à plein temps pour des questions générales et pour des questions juridiques. Aide sociale individualisée (principalement en matière de logement, d'emploi et de protection sociale). Conseil juridique auprès des Conseils de prud'homme et des Supplementary Benefits Tribunals
Septembre 1981 - avril 1982	Travailleur social - Travaux de fond comme précédemment, et gestion du Bureau en collaboration avec d'autres personnes
Février - juillet 1980	Citizens Advice Bureaux de Londres-Sud et de Londres-Ouest - "Tuteur" pour un stage de formation sur le droit du travail et le droit de l'immigration
Mars 1980 - février 1982	Citizens Advice Bureaux Service du Grand Londres - Conférencier pour des stages de formation de base : droit de l'immigration, droit de la nationalité
Juin - février 1980	Lee Centre (Londres) - "Tuteur" pour un stage sur les droits des citoyens : droit du travail, droit de l'immigration, droit de la nationalité
Septembre 1980 - février 1981	Citizens Advice Bureaux (Surrey, West Sussex, Croydon, Reading) - "Tuteur" : droit de l'immigration, droit de la nationalité
Juillet 1983 - novembre 1984	Université du Zimbabwe (Harare) - "Tuteur" : droit international
Juillet 1983 - juin 1985	Président du Mashonaland Rent Board (Harare) chargé du contrôle des loyers et des expulsions des locataires, qui statue sur les demandes de sommation de payer destinées aux locataires et de certificats d'expulsion
Juillet 1991	Health Professions Council du Zimbabwe (Harare) : juriste chargé de donner des avis sur les questions de droit et la procédure juridique en général et sur les questions disciplinaires et les enquêtes, en particulier
Mai 1992	Mananga Management Centre (Swaziland)
Mars - octobre 1993	Consultant et conférencier - Participe à l'élaboration et à la distribution du module concernant le droit de

l'environnement et la gestion de l'environnement du  
stage sur le développement

- Juin 1992 Zimbabwe Technical Working Group on Regional Integration (Harare) : juriste. Etude et analyse de la situation en ce qui concerne l'intégration économique de la région et recommandations touchant la mise en oeuvre du processus d'intégration et la promotion des échanges intrarégionaux
- Janvier -  
juillet 1994 European Community Imani development : conseiller juridique - Initiative visant à favoriser les investissements, les échanges et les paiements régionaux en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Rapport sur la législation en vigueur en la matière au Zimbabwe et propositions visant à la modifier

#### VI. PARTICIPATION A DES CONFERENCES ET SEMINAIRES INTERNATIONAUX

- Novembre 1984 Zone d'échanges préférentiels - Conference on the Relaxation of Visa Requirements (Lusaka) - Représentant du Gouvernement zimbabwéen
- Décembre 1985 Réunion internationale d'experts sur la problématique des droits des peuples, organisée par l'UNESCO (Harare) - Participant
- Juillet 1988 CNUDCI - Regional Seminar on International Trade Law (Maseru) - Participant
- Mars 1991 Seminar on New Directions in Environmental Law, organisé par le British Council (Windsor) - Participant

#### VII. PUBLICATIONS ET OUVRAGES PEDAGOGIQUES

Une liste complète des articles et des ouvrages pédagogiques rédigés par l'auteur peut être consultée au secrétariat. On trouvera ci-après la liste des articles les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes.

- Décembre 1985 Rapport de la Réunion internationale d'experts sur la problématique des droits des peuples de l'UNESCO - Communication intitulée : "Human Rights and Peoples'Rights in the Post-Colonial Context"
- Juin 1991 Legal Forum (vol. 3, No 2) : "Effect in Domestic Law of Treaties to which Zimbabwe is a Party"
- Septembre 1993 Legal Forum (vol. 5, No 3) : "The Rio Declaration on Environment and Development"

M. Julio PRADO VALLEJO (Equateur)

Licencié en sciences sociales et docteur en droit  
Ambassadeur  
Ministre des relations extérieures, 1967-1968  
Président du Comité des droits de l'homme de l'ONU de 1986 à 1988

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 1955 Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université centrale
- 1955 Représentant permanent auprès du Conseil économique et social interaméricain
- 1955 Représentant suppléant auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA)
- Président de la Commission interaméricaine de coopération de la région de l'Amazonie
- 1955 Représentant suppléant de l'Equateur auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Représentant de l'Equateur à la douzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1955 Représentant de l'Equateur au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies
- Depuis 1958 Professeur à l'Institut supérieur de droit international
- 1959 Représentant de l'Equateur au Conseil des gouverneurs de la Banque mondiale
- Président de la délégation équatorienne à la deuxième Conférence de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE)
- 1959 Conseiller pour les accords internationaux au Ministère de l'économie
- Représentant du Ministère des relations extérieures auprès du Centre international d'études supérieures de journalisme pour l'Amérique latine (CIESPAL)
- 1961 Représentant de l'Equateur à la Réunion des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement
- 1961 Représentant de l'Equateur auprès de l'Association latino-américaine de libre-échange

- 1962 Secrétaire général de l'Office équatorien pour l'Association latino-américaine de libre-échange
- 1967 Président de la délégation équatorienne à la Réunion de consultation des ministres américains des relations extérieures
- 1967 Membre de la délégation équatorienne à la Réunion des présidents américains
- 1967 Ministre des relations extérieures
- Président de la délégation équatorienne à la deuxième réunion des ministres des relations extérieures des pays de l'Association latino-américaine de libre-échange
- 1967 Président de la délégation équatorienne à l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1967 Président de la délégation équatorienne à la Réunion de consultation des ministres américains des relations extérieures
- 1974 Directeur de l'Ecole des hautes études en sciences internationales de l'Université centrale
- 1974 Président de la Commission nationale équatorienne pour la défense des droits de l'homme
- 1974 Membre du Conseil de direction de la Faculté de droit de l'Université centrale de l'Equateur
- Député de la République
- 1980-1990 Membre de la Commission andine de juristes
- Membre de la Commission spéciale des affaires internationales du Congrès national
- Directeur de l'Institut des droits de l'homme à l'Université centrale
- 1982 Membre de la délégation équatorienne à la Conférence extraordinaire des ministres des relations extérieures de l'OEA
- Membre du Conseil consultatif du Ministère des relations extérieures de l'Equateur
- Représentant de l'Equateur à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

- 1983           Président de la Commission de l'écologie et de l'environnement  
du Congrès national
- Membre de la Société internationale pour les droits de l'homme  
et Président de la Section nationale de l'Equateur
- Professeur à l'Ecole de diplomatie du Ministère des relations  
extérieures
- Editorialiste des journaux suivants : El Tiempo, La Hora et  
El Expreso
- 1985           Publication de l'ouvrage intitulé Documentos Básicos de Derechos  
Humanos Civiles y Políticos.
- 1992           Publication de l'ouvrage intitulé Documentos Básicos de Derechos  
Humanos Económicos, Sociales y Culturales.

M. Waleed SADI (Jordanie)

I. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : 1937  
Nationalité : Jordanienne  
Situation de famille : Marié, quatre enfants

II. ETUDES

Diplôme d'études secondaires, Friends Boys School - Quaker School - Ramallah  
B.A. en sciences économiques, Southern Methodist University, Texas, E.-U.  
J.D. Docteur en droit - Faculté de droit de l'Université de Chicago, E.-U.  
Boursier (National Honor Scholarship) pendant trois ans à l'Université de Chicago, E.-U.

III. MEMBRE DES ASSOCIATIONS SUIVANTES

Conseil de l'ordre des avocats jordanien  
Rotary  
Association des consommateurs, Amman, Jordanie  
Société jordanienne du Croissant-Rouge

IV. ACTIVITES DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

1975-1981	Membre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
1980-1981	Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
1978-1981	Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'ONU
1980-1992	Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture
1990-1994	Membre du Comité des droits de l'homme
1976-1983	Participe aux Conférences Armand Hammer sur la paix et les droits de l'homme
1993	Membre de la délégation jordanienne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne

V. FONCTIONS ACTUELLES

Juriste, chroniqueur, éditorialiste et expert des droits de l'homme.

VI. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1988-1990 Editeur en chef du Jordan Times

1986-1988 Juriste

1982-1985 Ambassadeur en Turquie

1975-1980 Ambassadeur auprès de l'ONU et d'autres organisations  
internationales

Diplomate - Mission de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, E.-U.

Diplomate - Ambassade de Jordanie à Washington, D.C., E.-U.

Diplomate - Ambassade de Jordanie à Moscou, URSS

Diplomate - Ambassade de Jordanie à Paris, France

Diplomate - Ambassade de Jordanie à Londres, Angleterre

VII. PUBLICATIONS

The Economic Theory in Islam

Jordanian Foreign Policy.

M. Martin SCHEININ (Finlande)

Né en 1954 - Diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Turku en 1982, licencié en droit (Université de Turku) en 1987, docteur en droit (Université d'Helsinki) en 1991. Au cours de ses études il a été membre du Tribunal chargé de statuer dans les litiges en matière de logement de Turku.

1985-1986 Secrétaire adjoint au Parlement

1986-1993 Chercheur à l'Académie finlandaise

1992 Conseiller spécial au Ministère de la justice pendant trois mois

Depuis 1992 Professeur de droit constitutionnel

Depuis 1993 Professeur (de droit constitutionnel) à l'Université d'Helsinki

Décembre 1993 et juillet 1994 - professeur invité à l'Université de Tartu (Estonie) dans le cadre du programme de coopération de la Faculté européenne.

Secrétaire des trois commissions gouvernementales constituées en vue de la réforme de la Constitution : la Commission de révision de la Constitution de 1982-1983, la Commission de rédaction de la Charte de 1989-1992 et la Commission de révision de la Constitution de 1992-1993.

1988 Membre du Conseil consultatif finlandais pour les droits de l'homme

Depuis 1993 Vice-Président du Conseil consultatif finlandais pour les droits de l'homme

1993 Membre d'un groupe de travail des priorités en matière de soins de santé et d'un groupe d'experts des questions se rapportant au VIH

1991 Expert permanent du Ministère de la justice en matière de droit constitutionnel et de droit international.

Entre 1987 et 1994, il a défendu plusieurs personnes dans des affaires touchant aux droits de l'homme devant des tribunaux nationaux et auprès des organes internationaux. Vice-Président de la Ligue finlandaise des droits de l'homme, conseiller d'administration de la section finlandaise de la Cour internationale de Justice, membre fondateur du Comité finlandais d'Helsinki.

70 publications en finlandais, en anglais et en suédois, consacrées pour la plupart aux droits de l'homme, mais dont quelques-unes se rapportent au droit constitutionnel et à la doctrine juridique. Thèse de doctorat intitulée "Les droits de l'homme en droit finlandais", publiée en 1991.

Une liste complète des articles écrits par le candidat peut être consultée au secrétariat. On trouvera ci-après la liste des articles et des ouvrages les plus récents concernant les droits de l'homme et les questions connexes :

- 1992 "Article 18 : Liberté de pensée, de conscience et de religion" et "Article 20 : Liberté de réunion et d'association", dans Asbjørn Eide, Gudmundur Alfredsson, Göran Melander, Lars Adam Rehof et Allan Rosas, (dir. publ.). La Déclaration universelle des droits de l'homme : commentaire. Scandinavian University Press
- 1993 Droit constitutionnel et règles juridiques concernant les droits de l'homme, dir. publ. Juha Poyhonen. Introduction au droit finlandais, Finnish Lawyers' Publishing
- 1993 Etude comparative des mécanismes de surveillance et du cadre institutionnel de protection des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et de la Communauté européenne (écrit en collaboration avec Marja Pentikainen). Dans Arie Bloed, Liselotte Leicht, Manfred Nowak et Allan Rosas (dir. publ.). La surveillance des droits de l'homme en Europe; comparaison des procédures et mécanismes internationaux, éd. Kluwer Academic
- 1994 Applicabilité directe des droits économiques, sociaux et culturels : Critique de la doctrine concernant les traités d'application directe. Dans Krzysztof Drzwicki, Catarina Krause et Allan Rosas (dir. publ.). Les droits sociaux en tant que droits de l'homme : un défi européen. Institut des droits de l'homme, Abo Akademi University
- 1994 Coauteur du Manuel des droits économiques, sociaux et culturels, dans Asbjørn Eide, Catarina Krause et Allan Rosas (dir. publ.) (sortira prochainement)

-----